

Comment profiter en Bourse du retour des grandes manœuvres

DOSSIER RÉALISÉ PAR CHRISTELLE DONGER | JDF HEBDO | 07.11.2009 | Mise à jour : 21H46

Après trois années de vaches maigres, les opérations de fusion-acquisition signent leur grand retour. Les tentatives se multiplient depuis la fin de l'été, avec l'amorce de la reprise économique. Qui, parmi les candidats, prédateurs ou proies, se retrouvera demain dans les starting-blocks ? Les paris boursiers sont ouverts.

Les analystes de la place de Paris sont d'accord : toutes les conditions sont réunies pour favoriser les regroupements.

La perspective d'une reprise économique progressive incite les leaders en mal de croissance interne à repartir à l'affût d'acquisitions pour gagner des parts de marché. Leur détermination est d'autant plus forte qu'ils ont retrouvé les moyens de leurs ambitions. En les forçant à réduire leurs coûts, la crise leur a permis de reconstituer leur trésorerie.

Le rebond des actions favorise aussi les discussions. Sans être excessifs, les prix redeviennent assez raisonnables, dans les secteurs massacrés par la crise boursière, pour offrir un terrain d'entente aux vendeurs et aux acheteurs.

Où se trouvent les candidats potentiels ? En priorité dans les secteurs toujours fragmentés, comme la banque, ou les professions qui ne sont pas encore organisées autour de leaders dominants, telles que la pharmacie et les télécoms. Des mouvements sont aussi attendus dans l'agroalimentaire.

Cette industrie, qui a bien résisté à la crise, se distingue par une santé financière très solide.

Le champ d'action est plus étroit dans les industries structurées. Les opportunités y apparaissent surtout parmi les sociétés de taille moyenne. C'est le cas dans l'automobile, les biens d'équipement et les services informatiques.

Seule grande différence avec la dernière vague de concentration, il y a trois ans ? La crise financière a laissé des traces. Il faut compter sur une moindre participation des fonds d'investissement. Au moins à court terme. Les transactions devraient donc essentiellement se négocier entre industriels. Avec une préférence pour des échanges de titres (OPE), par rapport aux opérations en cash (OPA), avec effet de levier par recours à l'endettement